

Le prochain sommet des Amériques en perspective.

Rémy
HERRERA

8 avril
2015



Prévus pour se dérouler les 10 et 11 avril prochain à Panama City, le septième Sommet des Amériques et ses côtés, tout spécialement les diverses rencontres des mouvements sociaux latino-américains, se préparent au milieu des incertitudes et des inquiétudes. Et ce, de part et d'autre : parmi les alliés de l'impérialisme comme dans les rangs des forces progressistes.

C'est, d'abord, la toute première fois, depuis son édition initiale qui s'était tenue à Miami en 1994, que ce Sommet, convoqué notamment par l'Organisation des États américains (OEA), accueillera la République de Cuba – laquelle avait été exclue de l'OEA en 1962, au début de la révolution cubaine, pour « incompatibilité avec le système interaméricain » (sic).

Jusqu'au début des années 2000, les processus de régionalisation engagés en Amérique latine avaient toujours été instrumentalisés ou neutralisés par les États-Unis. Les visées de domination états-unienne sont explicites depuis le xixe siècle (doctrine Monroe). Leurs agressions militaires leur avaient ménagé une zone d'influence dans l'hémisphère occidental.

Le contrôle des États-Unis sur la région se renforça au début de la Guerre froide avec la création en 1948 de l'OEA, qui fut pour eux un lieu de distorsion des politiques intérieures et extérieures des pays latino-américains. La donne a changé depuis peu, en particulier grâce à la création de la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC), marginalisant *de facto* l'OEA.

Les États-Unis gardent aussi en mémoire l'échec fracassant, pour eux, du dernier Sommet, le VIe du nom, qui s'était clôturé en avril 2012, à Carthagène des Indes, sans déclaration finale, mais surtout avec – manifestant contre l'agressivité yankee – des boycotts par les délégations de l'Équateur et du Nicaragua, des départs anticipés de celles d'Argentine et de Bolivie...

L'Amérique latine et caribéenne refuse désormais de voir Washington lui imposer ses choix. Un front de résistance est en place, laissant espérer la formation d'un contrepoids à l'hégémonie unipolaire états-unienne. Une nouvelle illustration en a été tout récemment donnée par le séisme provoqué par l'annonce de l'ordre exécutif du président Obama contre le Venezuela, le 9 mars, annonce qui entraîna une levée de boucliers des gouvernements latinoaméricains, unanimes.

À Panama City, les États-Unis voudront présenter la « question de Cuba » comme réglée. Mais le processus pouvant mener au rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, puis à la « normalisation » de celles-ci, n'en est qu'à ses débuts. Pour qu'il parvienne à terme, des conditions seront à satisfaire : le strict respect de la loi par les diplomates états-uniens et le retrait de Cuba de la liste des « *State Sponsors of Terrorism* », dans un premier temps, dans un second la levée du blocus et la restitution de Guantánamo... Bien du chemin reste à parcourir.

Si les États-Unis ont déjà commencé leur travail de sape et de manipulation – la CIA avançant déjà ses pions et

ses espions –, les forces progressistes d'Amérique latine sont là pour faire face. C'est dans le monde entier que se manifeste aujourd'hui la solidarité à l'égard du gouvernement révolutionnaire vénézuélien, grâce à [la collecte de millions de signatures de soutien](#).

Dans le même temps, le prestige de Cuba est grand, plus que jamais peut-être. On salue ici son rôle dans les négociations de La Havane pour la paix en Colombie ; on exprime là une gratitude immense pour l'envoi de ses missions internationalistes de santé (notamment, en Afrique, pour lutter contre l'épidémie d'Ebola) ; on admire partout son esprit de résistance, de justice.

L'heure est importante. À nous tous, progressistes de tous les pays, d'exprimer notre solidarité envers les peuples d'Amérique latine et caribéenne qui trouveront la force de s'unir, par-delà leurs différences et les difficultés, pour défendre, face à l'arrogance de l'impérialisme états-unien, souveraineté nationale, progrès social et participation véritablement démocratique.

Rémy HERRERA
(chercheur au CNRS, Paris)